



Le groupe Eduservices se réinvente

Caroline Grassaud va prendre la direction du groupe Eduservices à la rentrée 2026. A la rentrée 2026 la direction du groupe Eduservices (Tunon, Pigier, MB Way, iscom, etc.) change de tête sinon de nom :

Caroline Grassaud succédera à son père, Philippe Grassaud, à la direction générale avec comme directeur général adjoint Antoine Tolot, l'actuel directeur financier. Comme l'indique Philippe Grassaud :

« L'objectif affiché est de préserver une identité familiale tout en préparant l'avenir autour de profils dirigeants complémentaires »

. A 70 ans s'il passe la main à sa fille Caroline, qui dirige aujourd'hui l'Iscom, il restera bien présent « pendant au moins deux ans »

Un passage de témoin à un moment qu'on sait stratégique pour l'enseignement supérieur. « Nous allons passer d'un développement par la croissance à un développement par la qualité », établit la nouvelle directrice générale face à un marché qui se contracte. Eduservices annonce un chiffre d'affaires d'environ 340 millions d'euros pour l'année en cours. Ses leviers de croissance sont désormais la qualité, le positionnement sur les nouveaux métiers et le recrutement international. Côté alternance, Eduservices compte environ 32 000 apprentis, mais anticipe une possible légère baisse des volumes d'entrée l'an prochain, de l'ordre de 2 % à 3 %, dans un marché plus contraint. Pour la rentrée prochaine c'est vers une baisse globale de 5% des effectifs que se projette le groupe avec une baisse plus prononcée dans les formations postbac. Alors que le groupe revendique 40 000 jeunes formés par an dans 45 campus, Caroline Grassaud estime que la question des dix prochaines années ne

« sera plus de former davantage, mais de savoir former à quoi, comment et avec quelles preuves ».

Un groupe certificateur. La certification est l'un des principaux actifs stratégiques d'un groupe qui revendique 40 titres RNCP et une politique prudente de diffusion.

« Nous sommes assez jaloux de nos titres en il n'est pas question de faire une activité de location massive », insiste Philippe Grassaud qui rappelle qu'être certificateur

« signifie s'engager auprès de l'État, des entreprises et des jeunes sur la réalité des compétences acquises ». « Nous ne sommes pas des distributeurs de diplômes. Le groupe doit garantir qu'un jeune formé dans ses écoles sait faire le travail pour lequel il va être embauché », insiste Caroline Grassaud.

Pour maintenir ses certifications, Eduservices indique investir plus d'un million d'euros par an dans son pôle R&D et certification. Une vingtaine de personnes travaillent à faire vivre les titres, les adapter, les renouveler et les aligner sur l'évolution des métiers.

« Une activité de plus en plus exigeante, sous l'effet des attentes croissantes de France Compétences et des obligations de preuve imposées aux certificateurs », signifie Philippe Grassaud. Eduservices annonce donc vouloir publier des taux d'insertion sourcés vérifiables sur ses sites, afin d'être jugé sur ses résultats plutôt que sur ses promesses.

Objectif IA. La révolution technologique transforme déjà les métiers, parfois plus vite que les offres d'emploi ne le montrent. Dans la communication, l'exemple du « directeur artistique augmenté » illustre cette mutation :

« Là où plusieurs métiers intervenaient autrefois dans la chaîne de production d'une campagne, un profil capable de maîtriser les bons outils pourrait désormais piloter une partie beaucoup plus large de la chaîne de valeur », explique Caroline Grassaud.

Eduservices crée aussi une direction de la transformation et une gouvernance IA. Plus de 400 collaborateurs ont déjà été formés à certains usages de l'IA, notamment via des formateurs relais. Une IA qui doit servir à « améliorer l'expérience étudiante, prévenir les ruptures, générer des tests de positionnement et aider les conseillers à rapprocher offres d'alternance et profils candidats ». Le groupe prépare aussi un open badge de compétences en intelligence artificielle, destiné à rendre visibles des compétences réelles, parfois absentes des référentiels RNCP, mais jugées différenciantes sur le marché du travail.

Une plateforme de services pour les jeunes et les entreprises. Eduservices insiste sur son rôle d'accompagnement avec plus de 500 conseillers formation et recrutement, présentés comme des « chasseurs de tête » pour les entreprises et des conseillers RH pour les étudiants. Leur mission : orienter, placer, accompagner en stage, en alternance puis vers l'emploi.

Eduservices investit aussi dans des outils destinés aux entreprises, notamment un simulateur du coût de l'alternance et un système de contractualisation automatique et dématérialisée. L'objectif est de lever les freins administratifs, particulièrement pour les PME, dans un environnement jugé de plus en plus complexe.

L'international comme réponse à la pénurie de talents. Le développement de la dimension internationale du groupe est une réponse à la pénurie de compétences. Eduservices vise 15 % d'étudiants recrutés à l'étranger d'ici cinq ans, avec un accompagnement sur l'orientation, les visas, Campus France, l'intégration, le logement et les démarches administratives.

Le groupe développe aussi des franchises en Espagne, en Afrique et dans les territoires ultramarins, tout en s'engageant aux côtés d'Euro App Mobility pour développer l'alternance internationale. L'objectif national rappelé est d'atteindre 15 % de mobilité internationale pour les alternants d'ici 2030.

Une loi jugée positive. « Nous ne sommes pas totalement satisfaits mais le mouvement nous paraît vertueux dans la mesure où, pour la première fois, l'enseignement supérieur prend en compte l'enseignement supérieur professionnel en créant l'agrément », répond Philippe Grassaud en évoquant la Loi de régulation de l'enseignement supérieur privé votée par le Sénat, néanmoins inquiet de voir sans doute apparaître à l'Assemblée nationale des

« oppositions idéologiques ».